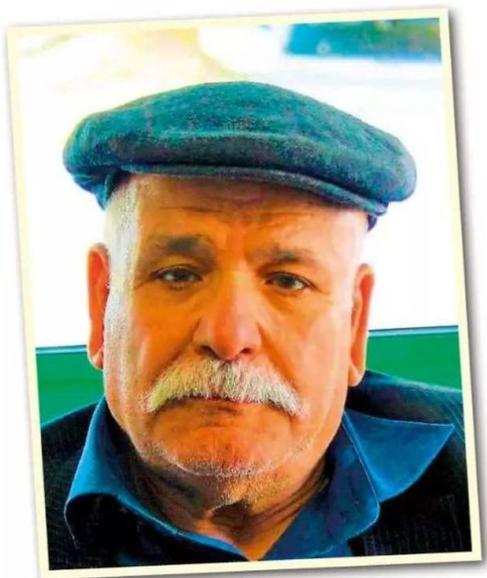


DEUX HARKIS À CŒUR OUVERT

Comment sont-ils devenus harkis ? Choix conscient, choix forcé ? Par peur ou par conviction ? Du fait de circonstances locales ou personnelles ? Deux Français kabyles font face à leur passé et reconsidèrent le moment où leur vie a basculé.



« Si c'était à refaire, je ne le referais pas. Je passerais de l'autre côté ou je resterais neutre » **Boukeroui Boussaad**

PROPOS RECUEILLIS LE 24 MARS 2022 EN VISIOCONFÉRENCE DEPUIS PHNOM PENH PAR OLIVIER VÈCE ET HUGUES ROBERT, AVEC L'AIDE DE M. HAMID KHEMACHE

G&H: Parlez-nous de votre jeunesse...

Boukeroui Boussaad: Je suis né en 1939 dans un petit village de Kabylie: Ifri, un des 14 douars de la vallée d'Ouzellaguen, qui tient son nom de la tribu à laquelle nous appartenions. Je n'ai pas vraiment connu mon père, mort de maladie lorsque j'avais 3 ou 4 ans. J'ai été élevé par ma mère et ma grand-mère. Je suis issu d'une famille de paysans pauvres. Nous cultivions le blé, l'orge, des légumes. J'étais fils unique mais j'avais de nombreux cousins, neveux, oncles et tantes. Je n'ai pas eu la chance d'aller à l'école. Je travaillais à la ferme: je m'occupais des animaux, j'allais chercher de l'eau...

Dans votre village, y avait-il une présence française ?

Personne en dehors de l'instituteur, le seul Français du village. Lorsque j'allais dans la vallée de la Soummam, à Ighzer Amokrane ou à Akbou, chef-lieu de la **commune mixte**, on voyait parfois des gendarmes français. C'est tout.

Où êtes-vous en novembre 1954, début de l'insurrection ? Quels sont les sentiments dans votre village ?

Je suis au village à m'occuper de la ferme. Le jour, on était 100 % pour l'armée française et la nuit 100 % pour le FLN. On était obligés. Mais 80 % des gens étaient quand même pour le FLN.

À partir de quel moment le FLN s'implante-t-il dans votre région ?

Dès la fin 1954. On entend parler de gens égorés... Au départ il y avait beaucoup de sympathisants du **MNA**, et c'est la raison pour laquelle notre région n'a pas été très active le 1^{er} novembre 1954, mais rapidement, les MNA ont rejoint le FLN pour l'essentiel.

Comment expliquer cette implantation finalement rapide du FLN ?

Notre région est difficile d'accès. De ce fait, elle n'a pas été immédiatement colonisée. En revanche, elle s'est très vite révoltée car il y a eu beaucoup d'expropriations de terres, surtout en 1871 et 1872 à la suite de la révolte de **Mokrani** et de Cheikh El Haddad. Le centre de colonisation d'Akbou a été construit en 1872 après cette révolte. C'était à la fois un fort militaire et un village neuf, bâti sur un plateau dominant la vallée. Ce sont 187 familles de

Le mouvement national algérien (**MNA**) est la formation politique concurrente du FLN lancée en novembre 1954 par le leader indépendantiste le plus populaire, Messali Hadj. Le MNA est la dernière des 4 formations créées par Messali depuis 1926. Le MNA est vite marginalisé, que ce soit par le départ de ses militants vers le FLN ou par les violences de ce dernier, dont le massacre atroce des 315 habitants du village de Melouza (28 mai 1957), favorable au MNA.

La **commune mixte** est une circonscription territoriale apparue en 1868 en Algérie puis étendue au reste de l'empire. Très vaste, elle regroupe des populations rurales en très grande majorité musulmanes. Elle est dirigée par un administrateur nommé, aidé par une commission municipale nommée elle aussi puis élue. Toutes ses décisions ne valent qu'après approbation du préfet.

colons au total qui se sont installées entre 1871 et 1880 sur nos terres, à Ighzer Amokrane, Tazmalt, Seddouk et Akbou. Akbou s'est d'ailleurs d'abord appelé « Metz » à cause des Alsaciens-Lorrains qui y étaient installés, puis « Kouba » et enfin Akbou.

Il restait donc en 1954 un ressentiment qui tirait son origine de ces événements anciens ? La révolte de 1871 était donc encore dans les esprits ?

Oui, absolument. Il ne faut pas oublier que Cheikh El Haddad était natif de Seddouk, situé de l'autre côté de la Soummam, juste en face de notre vallée. C'était un chef religieux très populaire, un musulman modéré de la confrérie des Rahmaniyyas, des soufis qui se sont révoltés eux aussi et ont rejoint Mokrani. On n'oubliait ni que le vieux était mort en prison à Constantine, ni que les Français n'avaient pas voulu qu'on l'enterre chez lui, ni que ses deux enfants, Mohand et Aziz El Haddad, ont été déportés en Nouvelle-Calédonie en même temps que les communards. Là-bas, ils sont devenus des amis de Louise Michel, la révolutionnaire parisienne. Il y a donc une histoire très forte dans l'arrondissement d'Akbou. Ouzellaguen était un des centres de la révolte de 1846 et également de celle de 1871/1872. Ce n'est pas un hasard si le grand congrès du FLN d'août 1956 s'est tenu chez moi, dans la **vallée de la Soummam**.

1956 est l'année où le soulèvement est à son apogée, surtout en Kabylie. Comment cela se traduit-il pour vous ?

En 1956 et 1957, c'est le moment où l'armée française met le paquet afin de

LE TÉMOIN

pacifier la zone d'Ouzellaguen. Une grande opération est menée en 1957. Toute la montagne est encerclée, les 14 villages de la commune sont ratisés. On s'est tous réfugiés dans la mosquée. Les soldats sont arrivés et ont demandé: « Qui parle français ici ? ». Un vieux qui parlait toutes les langues a traduit. Un lieutenant a dit: « Pour quoi les jeunes ne sont pas venus passer le conseil de révision ? ». L'imam a fait traduire par le vieux monsieur qu'à la mosquée on ne touchait pas au courrier parce qu'on devait l'envoyer d'abord au commissaire politique du FLN. C'est pour cela que les jeunes n'ont pas répondu. Les soldats ont alors embarqué pour Akbou une vingtaine de jeunes dont moi. Nous avons été relâchés, on a pu rentrer à la maison puis on a été capturés à nouveau.

Dans quelles conditions ?

Nous nous étions tous cachés dans une grande grotte. 200 ou 300 personnes. Des civils pour la plupart mais il y avait aussi des FLN. On y est resté 5 jours et 4 nuits. Un traître nous a dénoncés aux Français, alors ils sont venus et nous ont gazés en jetant des grenades lacrymogènes. Nous sommes sortis et nous avons été capturés. Ceux qui essayaient de résister étaient tués. Ensuite retour à Akbou mais cette fois ils nous ont gardés.

Vous avez été incorporés ?

Oui. Nous avons été rasés, « flytoxés » contre les poux et autres parasites et logés sous des tentes. Nous sommes restés trois mois à Akbou, à l'été 1957. Nous avons été interrogés et certains ont été passés à la gégène. Pour moi il s'en est fallu de peu...

Comment cela ?

On m'a interrogé sur le FLN. J'ai dit la vérité: le jour, on est avec les Français et

la nuit avec le FLN. C'est obligé sinon on est égorgé. Un sergent m'a attrapé et j'avais déjà les fils sur les oreilles et les testicules. Heureusement pour moi, un collègue à lui, un harki, est passé à ce moment-là et a dit oui oui, ça se passe comme il le dit ! Après cela, il n'y a plus eu de problèmes. Je suis resté dans l'armée car j'avais peur que le FLN m'égorge si je rentrais chez moi. J'ai reçu un uniforme et, au début, seulement un fusil de chasse. J'étais aux ordres d'un sergent-chef.

Dans quelle unité étiez-vous ?

Les jeunes appelés comme moi étaient dans un bâtiment en bout de caserne. Les récalcitrants étaient envoyés à la **DOP** et les autres au CTT [*Centre de transport et de transit, prison militaire, NDLR*]. Moi je portais les affaires du lieutenant et notamment la radio. C'était dans la harka 205 d'Akbou et j'y suis resté deux ans, jusqu'en 1959.

Quelles étaient vos missions ?

On était entre 20 et 40 selon les époques. Nous étions totalement autonomes et opérons sur la « zone interdite »: « Ouzellaguen-Chellata-Ighram ». Zone où on avait arraché les habitants de leurs villages pour isoler le FLN: les douars avaient été détruits, et on avait déplacé les gens pour les mettre dans des camps de regroupement ou dans le « village nègre » [*expression péjorative qui désigne un quartier populaire musulman, NDLR*] d'Akbou par exemple. Nous faisons des sorties de nuit principalement. Nous étions encadrés par deux sous-officiers: un Français, le sergent-chef Ferrier, et un Kabyle. Ferrier était un ancien résistant, un Landais, qui avait fait l'Indochine, un meneur d'hommes, assez dur, mais un homme droit et juste qui détestait les gens de la DOP et les abus. Un type vraiment bien. L'autre sergent était assez



Des harkis du village d'Akkalous (110 km au sud-est d'Alger, Grande Kabylie), reçoivent leur solde en 1956 - 750 anciens francs par jour. La misère endémique, mais aussi le désir d'échapper à l'autorité familiale, motivent les hommes à braver le FLN.

LES HARKIS, DES SUPPLÉTIFS ABANDONNÉS, MASSACRÉS OU MALTRAITÉS

Les premières harkas (en arabe maghrébin, troupe de milices) sont levées en 1956 pour fournir à l'armée française des supplétifs connaissant bien le terrain et la langue. On compte 24 000 harkis en 1958 et, en 1962, 200 000 en y amalgamant les moghaznis. Les accords d'Évian ne prévoient rien de particulier pour eux. Au lendemain de l'indépendance de l'Algérie, deux vagues de massacres, à l'été puis à l'automne 1962, tuent entre 100 000 et 150 000 harkis et membres de leurs familles. Les assassins sont des ralliés de la dernière heure mais aussi des soldats de l'ALN et des militants du FLN. Environ 60 000 personnes, en comptant les familles, ont pu se sauver en juin et juillet, par évacuation directe ou en tant que militaires. Paris ne s'alarme qu'en septembre 1962 et peut-être 15 000 harkis supplémentaires sont alors évacués depuis l'Algérie vers des camps sommaires situés dans le Midi de la France, puis recasés dans des cités urbaines ou hameaux forestiers. Après des émeutes, les derniers camps de harkis ferment leurs portes en 1991. Sous la pression des 400 000 descendants français de ces familles (fort mal) accueillies et indignement traitées, une première journée d'hommage national a lieu le 25 septembre 2001. **J. L.** ■

autoritaire et avait fait l'Indochine également. Il a été remplacé par un Français en 1960. Les meilleurs éléments partaient au commando de chasse.

Et les combats ? Étaient-ils violents ?

Non. Juste de petits accrochages. Sans plus. On a été hélicoptérés une fois. Les fellaghas fuyaient et ne cherchaient pas le combat. On les laissait fuir parfois afin d'éviter l'affrontement. Les combats avaient lieu toujours la nuit.

Comme vous étiez un bon élément, vous êtes passé dans le commando de chasse ?

Oui. J'ai été nommé caporal-chef à la suite d'un stage d'un mois à



Philippeville. C'était un stage intensif et sérieux. On a reçu une instruction de base, individuelle et en combat de groupe. On nous a aussi appris le français. Ensuite, direction le commando de chasse V63. Toujours dans la même région. Nous étions trois sections, environ une centaine d'hommes au total. Il y avait trois commandos de chasse sur Akbou, sur 3 zones interdites : le V11, (1^{er} bataillon du 11^e régiment d'infanterie de marine (RIMA), région Tazmalt, Beni Mellikeche), le V69 (3^e bataillon du 3^e RIMA, région Seddouk, Bou Hamza) et le V63 (1^{er} bataillon du 2^e RIMA, région Akbou, Ouzellaguen Chellatta). Les 3 commandos étaient dirigés par le colonel Cadoux, qui a été muté sur intervention du sous-préfet

Jean-Marie Robert qui l'avait surpris en train de cacher des exactions de la DOP. Après lui, l'unité a été dirigée par le lieutenant-colonel Charrier, plus modéré. Les officiers étaient tous français sauf un lieutenant vietnamien. Les sous-officiers comptaient quelques Kabyles, caporaux et sergents surtout.

Comment étiez-vous traités ?

On faisait l'essentiel des combats mais les citations allaient surtout aux Européens. Un lieutenant de la DOP qui était détesté par Ferrier recevait souvent des citations alors qu'il n'allait jamais sur le terrain. Certains étaient racistes et injustes. Plus on montait dans la hiérarchie et moins ils s'exposaient et plus ils étaient cons ! Plus les

gens allaient sur le terrain et plus ils étaient compréhensifs et gentils. J'ai quand même eu trois citations.

Quel était votre armement ?

J'avais une MAT 49. En outre, j'avais en charge la mitrailleuse légère AA52. Comme avant, il s'agissait surtout de petits accrochages de nuit sans trop de pertes d'un côté ou de l'autre. Un jour, nous avons été hélicoptérés dans une forêt de chênes du côté d'Akfadou. Nous étions sept. Au petit matin, à notre réveil, on voit arriver 25 fellaghas lourdement armés. Nous avons fait silence et les avons laissés passer. Nous étions trop peu nombreux.

En 1959, le plan Challe a vu se dérouler de grandes opérations en Kabylie. Y avez-vous participé ?

Oui, il y a eu l'opération Jumelles où est intervenu le 1^{er} REP du capitaine Estoup, que je devais rencontrer plus tard en France. Abderrahmane Mira, le chef de la wilaya III, originaire de Beni Mellikeche, a été tué dans mon secteur le 6 novembre 1959. Il aurait été trahi par une femme. Après l'opération Jumelles, l'ALN était cassée dans la région et les fellaghas se terraient. C'est l'époque aussi où est arrivé le sous-préfet Jean-Marie Robert qui a fait cesser les exactions commises par la DOP.

1960 a-t-elle été une année charnière pour vous ?

Non. Rien de spécial. Même chose en 1961. Les mêmes opérations que précédemment : combats de nuit-camions-hélicos/Bananes. Le 11 décembre 1960, de Gaulle est venu prononcer un discours à Akbou. L'ambiance était incroyable, il y avait même des fellaghas qui étaient descendus de la montagne pour le voir et l'applaudir ! On sentait la fin de la guerre approcher...

La prochaine date importante pour vous c'est 1962 alors ?

Oui. Après le cessez-le-feu du 18 mars 1962, on parle de la démobilisation, de la paix, de l'indépendance. « La guerre est finie ». On nous dit qu'on a le choix entre rentrer chez nous ou aller en France. Mais ensuite, le capitaine dit aux harkis qu'il faut partir en vitesse car on va nous enlever les armes. L'ambiance n'est pas gaie. Au début beaucoup sont restés et seule une dizaine est partie.

À partir de quand avez-vous compris que pour vous aussi c'était « la valise ou le cercueil » ?

Dès le début j'ai eu des doutes. On a vu très vite que le FLN mentait et qu'on allait tous être massacrés. Après mai, on a compris qu'il fallait maintenant

Le cheikh Mohammed el-Mokrani (1815-1871) et son frère Bou-Mezrag sont les deux grands chefs de la révolte de 1871. Favorisée par la défaite de la France face à la Prusse, celle-ci débute par une mutinerie de spahis qui se transforme en insurrection dans la Kabylie et l'est algérien. Il faut 22 000 soldats français et 8 mois de campagne pour la briser militairement. C'est le dernier soulèvement armé important avant 1954.

Organisé clandestinement du 13 au 20 août 1956, le congrès du FLN tenu dans la vallée de la Soummam réunit les principaux dirigeants de la révolution. Il structure et organise le mouvement de libération. Originellement, pour des raisons symboliques, il devait se tenir à la Kalâa des Aït Abbès, vieille citadelle kabyle détruite par les Français pendant la révolte de Mokrani.

Créés en Algérie par le général Salan et placés sous l'autorité du colonel Godard, les Dispositifs opérationnels de protection (DOP) désignent des centres et des équipes chargés de la recherche du renseignement (y compris par la torture) mais aussi du tri et du transit des suspects et des personnes assignées à résidence.

L'opération Jumelles menée entre juillet 1959 et mars 1960 en Kabylie vise à détruire la Wilaya III du FLN. Elle est un volet du plan Challe qui ratisse l'Algérie d'ouest en ouest à partir de l'été 1958. Chaque région est d'abord bouclée par les unités du contingent, puis la chasse aux forces de l'ALN est donnée par les unités d'élite dites « de réserve générale » (paras, Légion, coloniaux, commandos de chasse...).

LE TÉMOIN

La « **Banane volante** » est le surnom, dû à sa forme caractéristique, de l'hélicoptère lourd américain H21-C qui équipe notamment l'aviation légère de l'armée de terre et l'Aéronavale en Algérie. Doté de 2 rotors, protégé par une mitrailleuse, il peut embarquer 22 soldats (en rôle de transport d'assaut) ou 12 à 14 brancards (en rôle d'évacuation sanitaire). Les Français utiliseront intensivement les 108 Bananes à leur disposition pour déposer sur les hauteurs les commandos de chasse et compagnies d'assaut des régiments de réserve générale.

faire très vite. Messmer [ministre des Armées, NDLR] avait déjà donné des ordres stricts de non-rapatriement des forces supplétives et des harkis. Mais c'est le 17 mai qu'arrive le télégramme de Louis Joxe [ministre des Affaires algériennes, NDLR] à la sous-préfecture d'Akbou interdisant tout départ, sur lequel le sous-préfet Robert a écrit : « Si je comprends bien : que ceux qui se sont mouillés se noient ». Je suis allé seul à la sous-préfecture faire les papiers, en mai 1962. Le sous-préfet est alors sorti de son bureau. Je lui ai dit : « M. le sous-préfet, je n'ai pas donné cinq ans à la France pour me faire égorger ! » Il m'a regardé et m'a dit : « Ne t'inquiète pas on s'en occupe ». Et le téléphone arabe a fonctionné, on était nombreux à se préparer à partir. On m'a fait un carnet de rapatriement, un passeport et on est venu nous chercher avec une dizaine de camions militaires pour Bougie le 16 ou le 17 juin, et on a pris le bateau.

Avez-vous entendu parler des harkis torturés et tués ?

On s'en doutait, et ceux qui arrivaient nous le racontaient. Ils étaient soit torturés, soit exécutés, soit forcés de refaire les chemins. Il y avait des prisonniers, de disparus. Il y a plein de choses qui se disaient, mais on ne savait pas trop.

Comment s'est passée votre arrivée en France ?

Nous sommes arrivés le 17 juin à Marseille. On nous a donné un casse-croûte. On a pris le train pour Rivesaltes, dans les Pyrénées-Orientales. On y a passé l'hiver 1962, très froid. Le camp était fait de bâtiments en dur et de tentes. Moi j'étais dans un bâtiment. La nourriture était correcte, il y avait du charbon et du bois pour les braséros ainsi que des couvertures. Il y avait beaucoup de monde. J'étais avec ma femme. Nous étions mariés depuis le 29 décembre 1959 mais sans avoir encore d'enfants. J'y suis resté quelques mois.

Et après ?

On m'a envoyé dans un camp de transit au Larzac. C'était un ex-camp de détention de prisonniers du FLN. J'y suis resté deux ou trois mois, puis j'ai été expédié en Dordogne. L'accueil a été correct. Là encore j'avais un toit sur la tête ; ceux qui étaient sous les tentes étaient nettement moins bien lotis. Puis j'ai été envoyé, alors que je n'étais pas volontaire, au hameau forestier de Lanmary [commune de Antonne-et-Trigonant, en Dordogne]. Il y avait juste 4 bâtiments mais je n'ai pas aimé du tout.

Alors vous êtes parti...

Oui, en effet. Je suis parti travailler sur les terres d'un notaire, M. Van Cappel, pour ramasser des fraises. Il ne m'a jamais payé. Puis j'ai trouvé une place dans une usine de parpaings à Bergerac le 3 juillet 1963. C'était dur mais je me suis habitué. J'ai refait ma vie à partir de là.

Aujourd'hui, vous êtes très engagé dans la défense de la cause harki ?

Oui. Je suis porte-drapeau de « Harkis-Dordogne », une association très active créée en 2012 par deux femmes et qui est dirigée aujourd'hui par M. Hamid Khemache. Vous pouvez adhérer et nous soutenir si vous le souhaitez (voir en bas de l'encadré p. 46).

Après toutes ces années de souffrances et d'abandon, en voulez-vous à la France ?

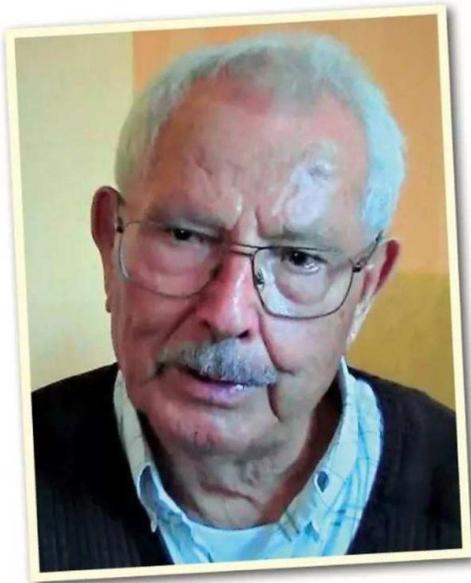
Oui et non. On a de l'amertume quand même. Et si c'était à refaire, je ne le referais pas. Je passerais de l'autre côté ou je resterais neutre.

Êtes-vous retourné en Kabylie ?

Oui. Souvent depuis quelques années. Nous avons été bien accueillis dans notre village. ■

De 1963 à 1975, le camp de Bias, à côté de Villeneuve-sur-Lot (Lot et Garonne) héberge 1300 harkis avec leurs familles. Environ 41000 rapatriés transitent par ces installations d'urgence, dans des conditions que le Conseil d'État juge « indignes ».





« L'Algérie m'a fait trop de mal. Je n'y retournerai pas »

Smail Tebbouche

PROPOS RECUEILLIS LES 5 JANVIER, 23 MARS ET 9 JUIN 2022
PAR HUGUES ROBERT

G&H: Où êtes-vous né ?

Smail Tebbouche: À Beni Khettab près de Djidjelli, en petite Kabylie, le 14 novembre 1937. Je suis le dernier d'une famille de 7 enfants. Orphelin dès 1944. Mon père, Salah Tebbouche Ben Barek, on disait de lui que c'était un géant, est mort soldat durant la Seconde Guerre mondiale, dans la vallée du Rhône. Ma mère l'a suivi dans la tombe très peu de temps après. C'est mon frère aîné, Tahar, qui nous élève durement et qui nous exploite sur la ferme familiale. Je suis son esclave, son souffre-douleur.

Vous n'allez pas à l'école ?

Il n'y a pas d'école pour nous. Et puis, ce n'est pas possible, il faut qu'on se débrouille et qu'on mange. Je m'occupe des chèvres dans la grande propriété que nous ont laissée nos parents, où il y a 150 oliviers, 3 figuiers, des vignes. Je ne sais ni lire, ni écrire. Je me suis toujours débrouillé seul. Je me souviens avoir vendu – je devais avoir entre 5 et 7 ans – des chèvres aux Américains ! Et puis un jour, j'en ai marre d'être maltraité. À 14 ans, je quitte mon grand frère et ma famille pour faire ma vie à Alger. Je fais des petits boulots : plongeur, puis garçon de café, puis chef de rang, m'occupant même de la caisse.

Et pourquoi revenez-vous au pays ?

À cause des événements ! À partir de 1955, à la suite de troubles et d'arrestations par l'armée française. On nous demande sans arrêt nos papiers. Il faut toujours faire attention, d'un côté, de l'autre. Je préfère rentrer au bled,

à Djidjelli. Mon frère Amar, d'un an mon aîné, que j'aime beaucoup, et qui est maçon, tombe dans une embuscade, pour des histoires personnelles. Il est enlevé par sept de ses ex-copains et ils rejoignent le FLN. Je vais voir l'armée pour dénoncer l'histoire et le faire libérer. Ils réussissent l'opération et le capitaine le prend sous sa coupe et m'intègre dans l'armée... comme **moghazni**. Plus tard, je rejoins un commando de chasse, chez les harkis. Je dispose d'abord d'un fusil puis d'une MAT 49.

Quels sont vos états de service ?

Moghazni à la SAS de Texenna du 1/04/56 au 29/11/56, puis à la SAS de Taher du 1/12/56 au 30/08/58. Harki à la 5^e compagnie du 2/81^e régiment d'infanterie du 1/09/58 au 30/06/59 et du 1/07/59 au 31/10/59. Puis moghazni à la SAS Djidjelli du 1/11/59 au 29/12/60 puis brigadier du 1/03/60 au 30/06/62. Soit 6 ans et 2 mois de loyaux services dans l'armée française.

Comment concrètement se passe votre vie ?

Ça va ! On apprend le métier et je connais bien le terrain. On vit au camp. Je me marie en 1958 avec Fatma Sidhoum. La mère de Fatma a été répudiée, et donc elle a été élevée à partir de 4 ou 5 ans par son grand-père, Mohamed Sidi Houm, un harki... Elle a 3 frères. Elle a eu une enfance douloureuse, difficile. Elle n'avait pas son mot à dire. Sinon, on a une vie normale, même si c'est la guerre avec les escarmouches. On a un salaire. Et des enfants : Amar en 1959 et Nacera en 1961...

Êtes-vous décoré pour vos combats ?

Oui, mais j'ai tout jeté pour ne pas me faire prendre par le FLN. Je n'ai gardé que celles-là [*il nous montre ses cicatrices, ses blessures par balles sur le côté gauche, NDLR*]. Ça se passe le 13 avril 1961, alors que je suis brigadier, nous tombons dans une embuscade. Mais dans l'ensemble, je n'ai pas eu beaucoup à combattre, et j'ai eu de la chance. Car les harkis sont toujours sur le devant de la scène. Nous sommes éclaireurs, démineurs. Je me souviens d'une fois où tous les soldats avaient pris peur et s'étaient enfuis : je me suis retrouvé seul à combattre, tirant sans arrêt. On est revenu sur le terrain pour avoir des explications, et le capitaine a bien vu que j'avais raison. On a retrouvé le corps d'un combattant FLN que j'avais tué. Ce jour-là, j'ai eu chaud.

Après six ans sous l'uniforme français, comment cela se termine-t-il ?

C'est le 10 ou le 12 juin 1962. On vient nous dire que c'est fini pour nous. On rend nos armes et on nous dit de rentrer chez nous ! Il y a juste mon capitaine qui me dit de le suivre en France, mais ma femme veut rester en Algérie, car son père est à Alger. C'est à cause d'elle [*air dépité mais bienveillant*]... J'ai vite compris. Ils tuent tout le monde : hommes, femmes et enfants. Je suis obligé de me cacher dans les bois, loin des itinéraires fréquentés. Je ne viens voir ma famille que la nuit. Je décide donc de partir pour la France. Je prends un taxi pour gagner Alger et voilà que des militaires

Les **moghaznis** sont des supplétifs indigènes contractuels, au nombre de 20 000, chargés de la protection des 700 sections administratives spécialisées (SAS) créées en 1955 par l'armée française. Les SAS servaient à recueillir du renseignement mais encore plus à dispenser de l'assistance scolaire, sociale et médicale en milieu rural. À la différence du harki dont la fonction est purement militaire, le moghazni est un civil qui aide à remplir ces fonctions tout en recevant une arme pour garder le périmètre de la SAS.



POUR EN SAVOIR PLUS

- *Ils ont dit non à l'abandon des harkis. Désobéir pour sauver*, Fatima Besnaci-Lancou et Houria Delourme-Bentayeb, éditions. Loubatières, 2022.
- *Harkis, soldats abandonnés* (coll.), préface de Pierre Schoendoerffer, éditions XO, 2012.
- *Guerre d'Algérie. Journal d'un pacificateur: Dans les coulisses de l'État français de 1959 à 1976*, Hugues Robert, éditions Max Milo, 2022.

LE TÉMOIN

du FLN veulent prendre ce même taxi ! Le chauffeur dit : « *c'est celui qui paie la course qui décide* ». J'accepte qu'ils viennent avec moi. Dans la voiture, ils racontent des horreurs sur les harkis... Je fais comme si je ne comprenais pas. Je rejoins Alger puis la France, en laissant de l'argent à mon frère pour qu'il s'occupe de ma femme et de mes deux enfants. Une fois débarqué à Marseille, je vais voir les gendarmes, je leur dis : « *Je veux aller dans un pays où il n'y a pas d'Arabes ! Pour moi c'est fini l'Algérie !* » Et le gendarme m'indique la Dordogne...

Et vous y allez ?

Oui. Je vais à l'usine de Condat où M. de Ranchet, un pied-noir, me donne du travail comme manoeuvre, et c'est l'adjutant Brousse à Montignac qui me parle du sous-préfet Robert. Lui, je peux aller le voir à tout moment. Pas besoin de prendre rendez-vous... Il me reçoit quand je viens, pour m'aider à faire mes papiers ou tout autre service.

Vous travaillez à l'usine, vous avez une vie normale ? Vous êtes heureux ?

Oui, non ! Je suis seul. Je pense tout le temps à ma femme, à mes enfants. Ce n'est pas la vie que j'espérais. J'écris à mon frère mais il ne répond pas. Alors, je me décide à repartir en Algérie. M. Robert, qui connaît mon histoire, me l'interdit. Il me dit que je vais me faire égorger. Qu'il a des renseignements terribles sur ce qui se passe. Qu'il ne faut plus y penser et refaire sa vie en France, trouver une autre femme... Je ne peux pas. Je lui désobéis, prends des congés et en septembre 1965, je pars à Marseille, pour rejoindre Alger comme touriste. Au pays, pas de frère, pas de femme, pas d'enfants. Par hasard, je les retrouve à Alger. Dans la misère, sans habits, sales, comme des bohémiens. Ma fille Nacera reconnaît ma voix. Je suis content, mais en colère contre mon frère. Quand je le vois, je lui dis : « *Tu as vu comment tu as mis ma famille, je t'ai donné de l'argent, tu ne m'as pas écrit... si dans les 24 heures je ne suis pas dans un bateau pour la France, j'égorge ta famille, je t'égorge toi, je tue les miens et je me tue et, foutu pour foutu, c'en est fini de l'Algérie !* » Il a trouvé une solution, il est malin, et il avait plutôt intérêt. Je retourne donc en France, à Montignac. Je vais voir le sous-préfet Robert qui me dit : « *Tebbouche, t'es un héros, t'es un commando à toi tout seul !* »



Deux harkis armés de fusils de chasse patrouillent en 1956 près du village de Guergour (près de Lakhdar, en Kabylie, à 45 km au sud-est d'Alger). L'hélicoptère Bell 47, utilisé par l'armée pour les évacuations sanitaires, pourrait signaler la présence d'un blessé.

Et après ?

On a d'autres enfants, Marie-Joëlle en 1965, David en 1966 et Philippe en 1969... Je travaille, je joue au poker, j'ai des amis, et on construit notre petite vie, dans notre maison à Montignac. À l'usine, je gravis les échelons. Sans savoir ni lire ni écrire, je deviens conducteur de machine. Ma femme s'occupe bien des enfants. Des Françaises, des catholiques nous aident. On met nos enfants au catéchisme. Ils travaillent bien à l'école et je suis fier d'eux. Ils ont désormais de belles situations. Le temps passe, mais vous savez ça n'a pas toujours été facile !

Vous êtes retourné en Algérie ?

Ah non ! Elle m'a fait trop de mal ! Et quand Nacera y est retournée, je n'étais pas content et j'avais peur pour elle. Mais cela s'est bien passé. Elle était contente.

Vous cinq enfants ont eu de belles carrières et se sont pleinement intégrés...

Oui, en effet. Omar, né en 1959, est dentiste à la Réunion. Nacera, née en 1961, est médecin à Bègles. Marie-Joëlle est intendante à Paris dans un lycée. David est imprimeur à Sarlat. Philippe possède un bar à Montignac. ■

L'AVIS DE LA RÉDACTION

Merci aux deux interviewers, Olivier Vêce et Hugues Robert, qui ont pu faire parler ceux qui ont du mal à parler, deux hommes très différents mais aux origines semblables : des paysans pauvres de la montagne kabyle, tous deux orphelins de père. Leur parcours diffère durant la guerre mais pour arriver à un même point, la harka. Pour l'un, le choix de la France a été forcé, pour l'autre non, et pour les deux il s'est produit à un moment où la suite des événements demeurait incertaine. Pour tous deux également, la peur du FLN a interdit tout retour en arrière. La deuxième bifurcation se produit en juin 1962. Pour nos deux témoins, elle débouche sur une issue heureuse, la sortie d'Algérie. Pour des dizaines de milliers de leurs camarades harkis, l'autre chemin se traduit par un massacre atroce, épouvantable, sous les yeux d'une armée et d'une administration françaises sommées de ne rien faire. Par chance, dans les deux cas, un capitaine prévient de ce qui va se passer, un sous-préfet donne une aide concrète : il y a eu des Français qui ont compris que le problème des harkis allait couvrir leur pays de honte. Enfin, ultime différence entre nos deux témoins, leur jugement sur leur parcours en métropole et sur leur choix de jeunesse. ■

Si l'on souhaite aider, écrire à Harkis Dordogne-Gérard Gente et Hamid Khemache, Maison des associations, 24000 Périgueux. Courriel : harkisdordogne@laposte.net.